

---

# Universités flamandes, un lobby efficace

*Les universités flamandes ont été associées de façon active à quelques moments essentiels de la construction des politiques d'enseignement supérieur européennes au cours des deux dernières décennies, c'est-à-dire depuis la communautarisation de l'enseignement. Leur influence sur l'orientation de ces politiques est peu contestable.*

---

JEAN-ÉMILE CHARLIER ET SARAH CROCHÉ

L'objectif de cet article n'est ni de proposer une comparaison des réseaux construits par les universités francophones et néerlandophones du pays ni même de décrire et d'analyser exhaustivement celui des universités néerlandophones. Pareils objectifs exigeraient des investigations systématiques que nous n'avons pas les moyens d'effectuer. L'intention est beaucoup plus modeste. En étudiant les processus d'internationalisation de l'enseignement supérieur, nous avons été frappés de remarquer que des universités flamandes ont été associées de près à plusieurs des moments importants de ce processus. Cet article en présente quelques-uns.

L'enchaînement des interventions de représentants d'universités flamandes fait apparaître une grande continuité. Le *Rapport Dillemans* déposé en 1997 défendait le projet de placer l'enseignement flamand en bonne position sur la scène internationale. Ce faisant, il lui enjoignait de se dégager des contraintes de la démocratie consociative, qui nourrit la résistance à l'évaluation des performances ou au classement des établissements. Son slogan, passer d'universités *volledige* (complètes) à des universités *volwaardige* (d'excellente qualité), invitait à privilégier les critères techniques de mesure de la qualité par rapport aux critères politiques de dissémination des implantations et d'essaimage des moyens. C'est bien ce que semblent avoir fait les pilotes de l'enseignement flamand au cours de la dernière décennie.

### Les membres de Coimbra

Aarhus Universitet (Danemark), Universitat de Barcelona (Espagne), Universitet I Bergen (Norvège), Università di Bologna (Italie), University of Bristol (Royaume-Uni), Eötvös Loránd University (Hongrie), University of Cambridge (Royaume-Uni), Universidade de Coimbra (Portugal), Trinity College Dublin (Irlande), University of Edinburgh (Royaume-Uni), National University of Ireland Galway (Irlande), Université de Genève (Suisse), Georg-August-Universität Göttingen (Allemagne), Universidad de Granada (Espagne), Karl-Franzens-Universität Graz (Autriche), Rijksuniversiteit Groningen (Pays-Bas), Ruprecht-Karls-Universität Heidelberg (Allemagne), Friedrich-Schiller-Universität Jena (Allemagne), Uniwersytet Jagiellonski w Krakowie (Pologne), Universiteit Leiden (Pays-Bas), Katholieke Universiteit Leuven (Communauté flamande de Belgique), Université catholique de Louvain (Communauté française de Belgique), Pôle universitaire de Lyon (France), Pôle universitaire de Montpellier (France), University of Oxford (Royaume-Uni), Università degli Studi di Padova (Italie), Università degli Studi di Pavia (Italie), Université de Poitiers (France), Univerzita Karlova v Praze (République tchèque), Universidad de Salamanca (Espagne), Università degli Studi di Siena (Italie), Tartu Ülikool (Estonie), Aristotle University of Thessaloniki (Grèce), Turun Yliopisto (Finlande), Uppsala Universitet (Suède), Universität Würzburg (Allemagne), Abo Akademi (Finlande)

### LE GROUPE DE COIMBRA

Le groupe de Coimbra a été créé en 1985 par l'université catholique de Louvain. Il rassemble des universités qui ont la double caractéristique d'être plusieurs fois séculaires et de ne pas être établies dans une capitale, même si cette seconde condition a été assouplie avec le temps.

Quoi qu'elles ne soient pas du tout représentatives des universités européennes, celles qui font partie du groupe de Coimbra auront accueilli quatre des sept sommets qui auront rythmé la vie du processus de Bologne (Bologne 1999, Prague 2001, Bergen 2005, Louvain-la-Neuve et Leuven 2009), les autres auront eu lieu dans des capitales, à Paris (1998), Berlin (2005) et Londres (2007). Le groupe de Coimbra est actif sur d'autres dossiers européens, notamment dans les politiques de coopération avec les autres continents.

### LA « MAGNA CHARTA UNIVERSITATUM »

Le processus de Bologne prend un appui explicite sur la *Magna Charta universitatum*, signée en 1988 par des recteurs d'universités européennes. L'idée de mettre au point un document de ce genre a été lancée en 1986 par le recteur de Bologne, qui a proposé aux responsables des universités européennes les plus anciennes de rédiger un texte sur l'avenir des universités. Les réactions positives qu'a suscitées sa proposition l'ont conduit à convoquer une réunion à Bologne, en juin 1987, à laquelle ont participé les délégations de quatre-vingts universités européennes dans le but d'« évaluer les progrès de la mobilité des étudiants ». Au cours de cette rencontre, les représentants des institutions ont procédé à l'élection du comité de rédaction de la *Magna Charta universitatum*. Il est composé des recteurs des universités de Bologne, de Paris, de Leuven, de Barcelone et d'Utrecht, du directeur de l'Istituto giuridico, du président de la Conférence des recteurs européens (CRE), et du président de la Commission des universités de l'Assemblée parlementaire du Conseil européen. Les universités de Barcelone, de Bologne et de Leuven font partie du groupe de Coimbra. Pour l'université de Leuven, le rédacteur est R. Dillemans, futur auteur d'un rapport sur l'enseignement supérieur flamand en 1997.

Le 18 septembre 1988, réunis à l'occasion du neuf centième anniversaire de l'université de Bologne, les recteurs des universités présentes ont pu signer la *Magna Charta universitatum*. C'est un texte puissant, qui énonce les principes fondamentaux auxquels les universités ne peuvent pas déroger. Leur indépendance par rapport à tout pouvoir politique, économique et idéologique y est érigée en norme impérative, tout comme le lien indissociable entre la recherche et l'enseignement. La nécessité pour les institutions d'assumer la connaissance réciproque des cultures y est également rappelée. La *Magna charta universitatum* se prononce en faveur de la mobilité, de l'échange réciproque d'informations et de documentation, de l'équivalence des titres et statuts et de la multiplication des politiques scientifiques communes, ce qui annonce le processus de Bologne. Élaborée sous l'égide de la CRE, la *Magna Charta universitatum* se termine par l'engagement des recteurs à tout mettre en œuvre pour que les États et les organisations internationales puissent progressivement s'inspirer des dispositions de cette charte.

Si on admet que la *Magna Charta universitatum* préfigure le processus de Bologne et en présente déjà les grands thèmes, il n'est plus guère étonnant que la Communauté flamande ait montré une attitude très positive par rapport à la déclaration de la Sorbonne. En la cosignant, elle ne faisait rien d'autre que de marquer son soutien à un processus qu'une institution universitaire du paysage flamand avait contribué à amorcer.

## LE RAPPORT REICHERT & TAUCH (TRENDS IV)

Avant chaque sommet européen, l'EUA (l'European University Association, née, en 2001, de la fusion de la CRE et de la Confédération des conférences des recteurs de l'Union européenne) a été chargée par la Commission européenne de rédiger un rapport sur l'avancée du processus de Bologne. À la suite de divergences d'appréciations, la Commission a décidé de ne financer qu'à 50 % le rapport de préparation du sommet de Bergen. Cette décision a amené les auteurs du rapport à revoir leurs ambitions. Aussi, quand le groupe de Coimbra a proposé de compléter l'enquête effectuée auprès de quarante-huit établissements des vingt-neuf pays signataires en la réalisant, sur ses moyens propres, dans quatorze de ses institutions, sa suggestion a-t-elle été acceptée sans réserve.

Le biais méthodologique est incontestable, dix des quatorze universités retenues par le groupe de Coimbra ayant été associées à des manifestations qui ont marqué l'avancée du processus de Bologne. L'échantillon constitué ne rassemble que des institutions adossées à une histoire prestigieuse qui leur fournit des atouts pour recruter des étudiants de grande qualité et poursuivre des politiques volontaristes. Les universités sélectionnées ne l'ont pas été au hasard, elles représentent l'avant-garde de celles dont les responsables ont soutenu le processus de Bologne autant qu'ils l'ont pu.

## Universités sélectionnées par Coimbra

- Karl Franzens Universität Graz, Autriche: c'est là qu'au cours d'une réunion de l'EUA qui s'est tenue du 29 au 31 mai 2003, les universités ont adopté la « Convention de Graz » dans laquelle elles ont arrêté une position commune en préparation du sommet de Berlin.
- Katholieke Universiteit Leuven, Belgique.
- Universidad de Salamanca, Espagne: c'est là qu'a été adoptée la Convention de Salamanca, le 30 mars 2001. Les deux grandes fédérations de responsables d'universités, Conseil des recteurs et Confédération des recteurs y ont décidé de fusionner pour créer l'European University Association (EUA) à laquelle on doit, entre autres, tous les rapports *Trends*.
- Turun Yliopisto et Åbo Akademi University, Finlande.
- Eötvös Loránd University (Budapest), Hongrie: le conseil de l'EUA y a tenu sa neuvième rencontre, le 3 mars 2004, au cours de laquelle l'association a préparé son programme de travail pour 2004-2005.
- Trinity College Dublin, Irlande: c'est là qu'ont été adoptés les « Dublin descriptors », en octobre 2002.
- Università degli studi di Bologna, Italie: c'est là qu'ont été signées la *Magna Charta universitatum*, le 18 septembre 1998, et la déclaration de Bologne, le 19 juin 1999.
- Università degli studi di Padova et Università degli studi di Siena, Italie.
- Universiteit Groningen, Pays-Bas: en mai 2001, elle a lancé le projet Tuning, en collaboration avec l'université de Deusto.
- Universidade de Coimbra, Portugal: le groupe de Coimbra y a vu le jour en 1985.
- Université de Genève, Suisse: depuis qu'en 2001, un référendum d'initiative populaire a rejeté le projet d'une ouverture de négociations sur le rattachement de la Confédération helvétique à l'Union, les Suisses multiplient les signes qui attestent leur souhait de collaborer avec l'Europe et d'éviter l'isolement.
- University of Bristol, Royaume-Uni: l'EUA y a organisé un colloque, les 28 et 29 mars 2003, sur le rôle des universités dans l'espace européen de la recherche.

Les événements qui se sont passés dans ces diverses universités n'ont pas tous eu le même impact. Certains sont assez anodins quand le retentissement d'autres ne fait aucun doute. La mesure de l'ampleur de chaque événement nous importe peu. Depuis 1998, la majorité des universités européennes n'ont pas abrité de réunion internationale liée de façon directe au processus de Bologne. Ce qui signifie que toutes les universités dont les noms sont attachés de façon étroite à l'histoire du processus se distinguent de toutes les autres par un engagement d'une partie au moins de leurs responsables dans la voie de l'harmonisation. Que dix des quatorze universités du groupe de Coimbra, où s'est effectuée la recherche, soient dans ce cas atteste que les informations qui y ont été recueillies ne sont pas représentatives de celles qui auraient pu être récoltées dans d'autres institutions. Dans cette mesure, on peut penser que réaliser la recherche auprès de ces institutions revenait à orienter les résultats pour peser sur les politiques européennes d'enseignement supérieur.

## L'ACADEMIC COOPERATION ASSOCIATION (ACA)

L'ACA (Academic Cooperation Association) est une organisation européenne indépendante qui s'occupe du management, de l'analyse et de la mise en place de coopérations dans le domaine de l'éducation et de la formation, en Europe et entre l'Europe et les autres régions du monde. Fondée en 1993, elle est installée à Bruxelles et s'occupe surtout des politiques d'enseignement supérieur.

Elle compte aujourd'hui dix-neuf membres issus de seize pays d'Europe. Ses membres sont des organisations nationales responsables de la promotion et

du financement de la coopération de l'enseignement supérieur dans leur pays. L'ACA a produit de nombreuses études sur l'enseignement supérieur, notamment pour la Commission européenne et l'Unesco, dans le cadre du suivi du processus de Bologne. Elle organise par ailleurs régulièrement des conférences sur les rapports entre l'espace européen de l'enseignement supérieur et les systèmes des autres régions du monde. L'accès à ces travaux est nettement plus aisé pour les universitaires des pays membres de l'ACA que pour leurs collègues qui n'en font pas partie. Le Vlir (Vlaamse Interuniversitaire Raad) et le Vlhora (Vlaamse Hogescholenraad) en sont membres, ce n'est pas le cas de leurs équivalents francophones, le CIUF (Conseil interuniversitaire francophone) et le CGHE (Conseil général des hautes écoles).

#### Membres de l'ACA

L'Österreichischer Austauschdienst (ÖAD) en Autriche; le Vlaamse Hogescholenraad (Vlhora) et le Vlaamse Interuniversitaire Raad (Vlir) en Communauté flamande de Belgique; l'Archimedes Foundation en Estonie; le Finnish Centre for International Mobility en Finlande; Campus France; le Deutscher Akademischer Austauschdienst (Daad) en Allemagne; le Greek State Scholarships Foundation (IKY) en Grèce, l'Education Exchanges Support Foundation (SMPF) en Lituanie; l'Academic Programme Agency (APA) en Lettonie; la Nederlandse Organisatie voor internationale samenwerking in het hoger onderwijs (Nuffic) aux Pays-Bas; le Norwegian Centre for International Cooperation in Higher Education (SIV) en Norvège; la Perspektywy Education Foundation en Pologne; la Slovak Academic Information Agency (Saia) et la Slovak Academic Association for International Cooperation (Saaic) en Slovaquie; le Svenska Institutet (SI) et l'Internationella Programkontoret för utbildningsområdet (IPK) en Suède; le Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten (Crus) en Suisse; le British Council au Royaume-Uni. L'ACA compte aussi trois membres associés: le Universities Australia et l'IDP Education Australia en Australie, l'Institute of International Education (IIE) aux États-Unis.

### LE NEDERLANDS-VLAAMS ACCREDITATIE ORGAAN (NVAO)

Le 18 juillet 2003, un traité approuvé par l'autorité fédérale a mis en place un organisme d'accréditation commun à la Flandre et aux Pays-Bas, en prenant un appui explicite sur le communiqué de Prague, dans lequel les ministres de l'éducation avaient « souhaité encourager une coopération plus étroite entre les dispositifs de reconnaissance et d'évaluation de la qualité ». Ses promoteurs attendent de l'organisme ainsi créé (NVAO, Nederlands-Vlaams Accreditatie Orgaan) qu'il serve de modèle pour les instances d'accréditation dont le processus de Bologne rend la création indispensable, voire qu'il accueille des représentants d'autres pays pour devenir la référence européenne. Cette agence d'accréditation est la dernière pièce du dispositif de contrôle de la qualité en Communauté flamande. Depuis 1991, les évaluations internes y sont doublées d'évaluations externes coordonnées par le Vlir et le Vlhora. L'organisme d'accréditation fonde ses décisions sur ces évaluations internes et externes.

## Pays impliqués dans l'ECA

L'Allemagne: Fibaa (Foundation for International Business Administration Accreditation), Zeva (Zentrale Evaluations- und Akkreditierungsagentur Hannover); Acquin (Accreditation, Certification and Quality Assurance Institute), AHPGS (Accreditation Agency for Study Programmes in Special Education, Care, Health Sciences and Social Work), AQAS (Agentur für Qualitätssicherung durch Akkreditierung von Studiengängen); l'Autriche: AAC (Austrian Accreditation Council), FHR (Fachhochschulrat); l'Espagne: Anaca (Agencia nacional de evaluación de la calidad y acreditación); la France: CTI (Commission des titres d'ingénieur); les Pays-Bas et la Flandre: NVAO (Nederlands-Vlaamse Accreditatieorganisatie); la Norvège: Nokut (Nasjonalt organ for kvalitet i utdanningen); la Suisse OAO (Organ für Akkreditierung und Qualitätssicherung der Schweizerischen Hochschulen)

## Institutions membres de la Leru

Allemagne: Ruprecht-Karls-Universität Heidelberg [17], Ludwig-Maximilians-Universität München [11]; Belgique: Katholieke Universiteit Leuven [35]; Ecosse: University of Edinburgh [11]; France: Université Pierre et Marie Curie Paris 5 [57], Université Paris-Sud 11 [10], Université Louis Pasteur de Strasbourg [33]; Italie: Università degli studi di Milano [35] (Italie); Pays-Bas: Universiteit van Amsterdam [35], Universiteit Leiden [20], Universiteit Utrecht [7]; Royaume-Uni: University of Cambridge [1], University of Oxford [2], University College London [4]; Suède: Helsingin Yliopisto de Helsinki [22], Lunds Universitet [32], Karolinska Institutet de Stockholm [11]; Suisse: Albert-Ludwigs-Universität Freiburg [31], Université de Genève [35], Universität Zurich [15].

## L'EUROPEAN CONSORTIUM FOR ACCREDITATION (ECA)

L'engagement de la Communauté flamande dans le NVAO lui a ouvert les portes de l'ECA (European Consortium for Accreditation). Fondée en 2003 à Cordoue, rénovée en profondeur à Cracovie en 2008, cette association promeut la reconnaissance mutuelle des accréditations. Une dizaine d'accords bilatéraux ont déjà été conclus sous son égide, le mouvement devrait s'étendre. Aujourd'hui, une dizaine de pays sont impliqués dans l'ECA.

## LA LEAGUE OF EUROPEAN RESEARCH UNIVERSITIES (LERU)

La Leru (League of European Research Universities) a été fondée en 2002 par douze universités de recherche attachées à défendre une exigence de haute qualité d'enseignement dans un environnement compétitif. La Leru veut que l'Europe retrouve la première place mondiale en matière de recherche fondamentale. Elle estime qu'il est urgent d'engager des actions pour produire de nouvelles connaissances, pour garantir une éducation de haute qualité, pour améliorer la qualité de la vie en société, pour stimuler l'innovation dans l'industrie. La Leru appelle à des changements radicaux dans la gouvernance, le management et les financements de la recherche fondamentale en Europe. Elle soutient une approche intégrée qui inclut la recherche fondamentale et appliquée et promeut l'intensification de la recherche dans tous les domaines, elle affirme l'importance de la recherche en sciences humaines et sociales.

La Leru a produit des textes et a adopté des positions sur la recherche en Europe et sur le fonctionnement des universités; elle a organisé des conférences sur ces thématiques. Son siège est situé à Leuven; son ancien vice-président, André Oosterlink, a été recteur de l'université de Leuven de 1995 à 2005.

Depuis 2006, vingt institutions de neuf pays sont membres de la Leru. On ne retrouve dans cette liste que six universités faisant partie du groupe de Coimbra. Le critère a changé, c'est aujourd'hui le rang dans la compétition mondiale. Le chiffre entre crochets dans le tableau page précédente indique la place dans le classement de Shanghai 2007 de chaque université. Excepté Paris 11, aucune université n'est en dessous de la trente-cinquième place, partagée il est vrai par vingt et un ex-æquo. Ce club est plus sélectif et élitiste encore que celui de Coimbra. Si aucune université francophone n'y a été invitée, ce n'est pas à cause de mauvaises performances : l'UCL et l'ULB font partie de celles qui partagent la trente-cinquième place avec la KUL.

### ET ENCORE...

Aucune donnée présentée dans ces lignes n'a une signification en soi. C'est leur accumulation qui attire l'attention et suggère des interprétations. A. Oosterlink, successeur de R. Dillemans et recteur de la KUL de 1995 à 2005 a fait montre d'une activité aussi soutenue que lui sur la scène internationale. Membre du comité d'observation de la *Magna Charta universitatum* depuis 2004, il a fait partie du board de l'EUA de 2001 à 2005, au cours de la période où sa puissance d'influence sur le processus de Bologne était à son apogée ; il a été vice-président de la Leru, président du groupe de Coimbra, etc. Pour être moins spectaculaires, des initiatives de responsables des autres universités flamandes auraient aussi mérité d'être décrites.

L'hypothèse interprétative qui paraît la plus fondée est que la Flandre, mal à l'aise dans son tissu institutionnel qui garde encore des plis de la structure belge, s'efforce de susciter des références fortes en dehors de ses frontières. C'est au plan international qu'elle défend et promeut ses idées, qui s'appliquent ensuite d'autant plus aisément sur son territoire qu'elles ont été validées sur les scènes internationales. Le modèle d'excellence flamand se met ainsi volontairement à l'épreuve dans des confrontations avec d'autres modèles d'excellence. Flexible par choix politique, la Communauté flamande s'inspire des réussites des autres pays pour orienter ses politiques, et elle anticipe les évolutions dessinées par les instances internationales pour se placer au mieux.

Cette hypothèse n'est ici qu'esquissée, elle a d'ailleurs davantage un statut d'intuition que de proposition scientifique. Nous sommes bien conscients des raccourcis que nous nous sommes autorisés dans le raisonnement. La Flandre n'est pas aussi unanime que nous l'avons présentée, de façon caricaturale, elle est animée de mouvements contradictoires dont il faudrait pouvoir rendre compte. Par ailleurs, les universités flamandes ne se résument pas à la KUL, dont le statut de première université flamande est d'ailleurs menacé. Et le fourmillement intellectuel au sein de la KUL n'est pas restitué en ne présentant que l'action de deux de ses recteurs. ■